

Collectif « Service Droits des Femmes en danger »

Lettre ouverte à Madame Valérie Létard,
Secrétaire d'Etat chargée de la solidarité auprès du Ministre du Travail, des relations sociales,
de la famille et de la solidarité

Madame la Ministre,

Vous avez condamné sans détour le jugement rendu par le Tribunal de grande instance de Lille qui considérait la virginité comme une qualité essentielle de l'être humain.

Vous avez ainsi, par votre prise de position, montré l'importance et la nécessité qu'il existe au sein du gouvernement un-e ministre responsable du dossier des droits des femmes.

Les menaces contre les droits et les libertés des femmes, durement acquis, sont permanentes. Une volonté politique forte est primordiale pour garantir ces droits et promouvoir une égalité réelle entre les femmes et les hommes dans tous les domaines, qu'ils soient professionnels, politiques, d'accès à l'éducation, aux soins, de la lutte contre les violences et des droits à disposer de son corps ...

Or, aujourd'hui, dans le cadre de la révision générale des politiques publiques (RGPP), le Service des droits des femmes et de l'égalité (SDFE), service constitué d'une administration centrale et d'un réseau de déléguées régionales et de chargées de mission départementales, maillon essentiel de l'égalité entre femmes et hommes sur les territoires, voit ses missions diluées et sa disparition programmée.

Madame la Ministre, vous qui avez ce service en charge, et en connaissez l'importance, nous attendons de vous une valorisation de son utilité et la défense de son existence.

Votre nom peut rester attaché à de nouvelles avancées pour les femmes ; comme il pourrait l'être à la disparition d'un service qui depuis 22 ans assure, quels que soient les gouvernements, la permanence et la continuité des actions en faveur des droits des femmes et de l'égalité.

Madame la Ministre, sachez que vous pouvez compter sur un large soutien pour défendre l'existence d'un Service des droits des femmes et de l'égalité au plus près des territoires, dépendant d'un ministère identifié pour cette mission.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de notre haute considération.

Premier-e-s signataires :

Martine Aubry (Maire de Lille), Claude Azéma (membre de la délégation aux droits des femmes du Conseil économique et social) Nathalie Bajos (chercheuse Inserm), Françoise Barret-Ducrocq (Président Institut Emilie du Chatelet), Francine Bavay (vice-présidente région Ile de France), Pascal Bernard (DRH, Vice-Président ANDRH), Martine Billard (députée), Nicole Borvo-Seat (sénatrice), Michel Bozon (sociologue, chercheur Ined), Marie-Georges Buffet (ancienne ministre, députée), Laurence Cohen (responsable nationale parti politique), Françoise Collin (philosophe, fondatrice des Cahiers du GRIF), Geneviève Couraud (trésorière du Planning familial, déléguée nationale PS à la parité), Pierrette Crosemarie (Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes du Conseil économique et social) Annie David (sénatrice), Catherine Deudon (photographe), Myriam-Isabelle Ducrocq (professeure IEP Paris), Michèle Ferrand (directrice de recherche CNRS), Antoinette Fouque (cofondatrice du MLF, ancienne députée européenne), Geneviève Fraisse (philosophe, ancienne déléguée interministérielle aux droits des femmes), Gisèle Gautier (sénatrice, présidente de la délégation aux droits des femmes du sénat) Brigitte Gauthier-Morin (sénatrice), Catherine Génisson (députée, ancienne rapporteure générale de l'Observatoire de la parité), Monique Halpern (Ex-Présidente de la CLEF), Anne Hidalgo (Première adjointe au maire de Paris), Annick Houel (professeure de psychologie sociale), Muguette Jacquaint (députée honoraire), Feriel Kachoukh (juriste), Liliane Kandel (sociologue), Danielle Kergoat (directrice de recherches CNRS, sociologue du travail), Fatima Lalem (adjointe au maire de Paris), Marie-Thérèse Lanquetin (juriste, chercheure), Jacqueline Laufer (sociologue, directrice-adjointe GRDE CNRS-MAGE), Françoise Laurant (Présidente du Planning familial), Corinne Lepage (ancienne ministre), Marie-Thérèse Letablier (directrice de recherche CNRS, sociologue), Martine Lignières-Cassou (maire de Pau), Michèle Loup (conseillère régionale), Martine Moscovici (avocate, membre de l'Observatoire de la Parité), Françoise Nallet (Directrice Générale « Retravailler »), Nicole Pery (ancienne secrétaire d'état aux droits des femmes), Françoise Picq (politologue), Odile Plan (directrice générale Biplan), Thérèse Rabatel (adjointe au maire de Lyon), Sylvette Rochas (conseillère municipale), Laurence Rossignol (vice-présidente région Picardie), Yvette Roudy (ancienne ministre), Ségolène Royal (présidente du Conseil régional Poitou Charente), Rachel Silvera (économiste), François de Singly (sociologue), Mariette Sineau (politologue), Odette Terrade (sénatrice), Nathalie Tournyol du Clos (présidente de l'association Administration moderne), Olga Trostiansky (adjointe au maire de Paris, présidente de la CLEF), Eliane Viennot (historienne, Vice-présidente Institut Emilie du Chatelet), Claire Villiers (Vice-présidente de la région Ile de France), Dominique Voynet (sénatrice-maire, ancienne ministre), Marie-Jo Zimmermann (députée, présidente de la délégation aux droits des femmes de l'Assemblée Nationale, rapporteure générale de l'Observatoire de la Parité).